

Walky LOUIS

Quelle est la contribution
de l'agriculture dans le
développement économique
local en Haïti ?



Liste des acronymes

BRH : Banque de la République d'Haïti

BID : Banque interaméricaine de Développement

CEPAL : Commission économique pour l'Amérique Latine

FAO : Food and Agriculture Organization of the United Nations

FAO : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture

IHSI : Institut haïtien de statistique et d'informatique

MARNDR : Ministère de l'Agriculture et des Ressources Naturelles de Développement rural

MEF : Ministère de l'Economie et des Finances

ONG : Organisation non-gouvernementale

USAID : Agence des Etats-Unis pour le développement international

Avant-propos

Durant plusieurs décennies écoulées, le développement économique local s'est révélé nécessaire et devenu un enjeu majeur en Haïti. Ce dernier qui est un territoire d'activité quasi agricole ou depuis sa naissance, les productions agricoles de la canne à sucre, de café, de cacao, d'indigo, de coton, de pitres, de sisal, de maïs, de millet, de riz, des mangues étaient des spécificités dudit territoire à l'époque. C'est pour cette raison plus d'un ne cesse de soulever et de montrer que le rôle et la contribution de l'agriculture sembleraient primordial, la clé de voute dans le cadre du développement économique local d'Haïti. L'agriculture constitue la principale activité du pays et ses pratiques sur un peu d'un million d'exploitations agricoles contribuant pour plus de 25 % en moyenne annuelle à la formation du PIB. La pression démographique et l'augmentation avec continuité de la demande alimentaire poussent les agriculteurs à cultiver des terres marginales inaptes à la production agricole, surtout de cultures annuelles. Le potentiel d'exploitation est de 7700 km² (54 %), ce qui signifie que 7300 km²

(54 %), ce qui signifie que 7300 km² de terres marginales sont mis en culture. Sa position géographique fait d'Haïti un pays très exposé aux tempêtes et aux cyclones qui se constituent dans l'Atlantique chaque année, de juin jusqu'à décembre.

Si l'agriculture attire près d'un million de familles dans les exploitations agricoles qui couvre plus de 50 % dans l'activité économique de la population rurale. Cela signifie que le secteur agricole et le développement économique local sont deux facettes d'une même médaille en Haïti. Le développement économique local doit passer par ce secteur vu qu'ils sont particulièrement liés. A vrai dire, l'agriculture a beaucoup d'impacts positifs sur l'aménagement territorial et le développement économique local. L'agriculture est là pour maintenir la sécurité et la souveraineté alimentaire. Elle semble nécessaire de relancer les gains de productivité. Avec une croissance en agriculture en Haïti, cela peut permettre de mettre en place un secteur agricole en plein essor qui est une agriculture intensive pouvant augmenter la production du pays. Elle doit être encouragée par des politiques publiques ciblées sur le développement économique local. Ce qui peut endiguer la pénurie alimentaire en Haïti et promouvoir la sécurité alimentaire.

Introduction

Haïti est l'un des pays les plus mal classés en termes de niveau de développement économique après plus de deux cents ans d'indépendance. Malgré tous les efforts tant nationaux qu'internationaux, le pays a du mal à se tirer de son sous-développement économique. Les interventions de la communauté internationale visant à subvenir aux besoins des plus basses couches socio-économiques n'apportent que des résultats bien au-dessous de la satisfaction. Le pire après 206 ans, le 12 janvier 2010 à 16h 48, sous l'échelle de Richter, un violent séisme de magnitude 7,2 a frappé les départements de l'ouest et du sud-est du pays et a décimé sa population, détruit les infrastructures de la ville de Port-au-Prince, la capitale là où se trouve presque toutes les activités du pays, ébranlé ses institutions.

Pareille dévastation des capacités de production n'a plus été observée depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. D'où l'initiative, évoquée au lendemain du tremblement de terre, de recourir à un plan d'accompagnement dans le cadre de la

reconstruction et le développement économique d'Haïti.

Ce qui pourrait apporter un réel essor à l'économie haïtienne. La bonne volonté de toute la communauté internationale particulièrement la France en octroyant des centaines de bourses d'études dans le domaine de la formation de l'enseignement supérieur en vue d'aider et de garder la survie de l'éducation en Haïti, les USA et autres permettrait de rebâtir, même de bâtir les institutions et les infrastructures de ce pays en difficulté. Cette volonté s'est pompeusement traduite en 10 milliards de dollars d'aide à la reconstruction ont été promis à la conférence de New-York du 31 Mars 2010. L'idée du plan de reconstruction y a été prise en charge par les pays donateurs. Deux ans après cette conférence, où l'on est ?

D'après certains, il reste à faire beaucoup pour maintenir la vie socio-économique et politique à ce pays. Les sommes déboursées restent faibles en comparaison des promesses. Selon Gabriel Verret, Directeur de la commission intérimaire pour la reconstruction d'Haïti, seulement 30 % des fonds seraient disponibles. Ce qui traduit une lenteur dans la reconstruction et le développement économique de ce pays. Cependant, en tenant compte de la situation de l'Europe d'après-guerre, les donateurs ont fait preuve d'une grande rapidité en Haïti. Même si de l'aide ponctuelle leur est arrivée entre 1945 et 1947, les pays de l'Europe ont attendu jusqu'à l'arrivée du plan de Truman en 1948, dénommé sur l'appellation de plan de Marshall. Ce plan a prévu l'envoi de 13 milliards de dollars de 1948 distribués entre de 17 pays sur trois. Pour la France, le plan de Marshall

représentait annuellement moins de 2 % du produit intérieur brut en 1950. Tandis que pour Haïti, en supposant une distribution des 10 milliards promis sur dix ans, cela équivaldrait chaque année 14 % du produit intérieur brut de 2008. Le plan pour reconstruire Haïti est par conséquent paru beaucoup plus élevé que celui de Marshall.

Ce qui est important de souligner qu'Haïti vit les mêmes inquiétudes que les Européens d'alors. A qui bénéficie la reconstruction ? Les milliards promis sont passés où ? Qu'est devenue la situation de ce pays au lendemain de ce séisme ? Quel est son état actuel ? Qu'est-ce qu'il a besoin pour sortir du gouffre du sous-développement économique ? Il faut noter que ces inquiétudes ne sont pas beaucoup plus fondées en Haïti en se basant sur l'historicité d'institutions fragiles et corrompues. La corruption est bien présente en Haïti. Elle freine la reconstruction et le développement économique de ce pays. Bien que les pays européens aient connu des régimes corrompus en 1945. Certainement, l'Europe tentait d'alors une restructuration de la démocratie qui se fait par une vraie politique éducative, cependant rien ne fut facile. L'instabilité politique était manifeste. La menace communiste semait la panique et un vent d'inquiétude. Ce qui est différent de l'Europe d'alors et d'Haïti aujourd'hui, ce ne sont ni les institutions fragiles, ni l'instabilité politique, ni la dégradation environnementale, ni la désolation économique, mais bien le niveau de développement économique qu'avait atteint l'Europe d'avant-guerre, développement économique auquel Haïti n'a jamais eu accès depuis son existence. L'espoir, la confiance en l'avenir, sont essentiels pour la réussite du projet

collectif. En développement économique, les perceptions jouent un rôle fondamental. L'optimisme nourri entraîne l'optimisme et s'avère souvent une réalisation propre et personnelle, alors que le pessimisme en est une autre, malheureusement.

Haïti semble un pays qui n'a pas un grand espoir dans l'avenir. Comment espérer grand-chose quand les haïtiens eux-mêmes ne peuvent pas développer la confiance en un avenir meilleur optimiste pour ce pays ? Comment accompagner l'aménagement du territoire et le développement du secteur agricole par une politique ciblée en Haïti et entraîner le déplacement vers un meilleur équilibre sans un mouvement collectif haïtien optimiste qui peut freiner toute morosité et le sous-développement économique ? Comment instaurer en Haïti cette confiance en l'avenir ? Il est clair qu'un élément essentiel repose dans le bon fonctionnement du pays tout en ayant accès aux biens fondamentaux. N'est-il pas impératif que cela préside à l'avènement d'un chef de l'Etat juste et crédible dans ce pays ? N'est-il pas important également que la diaspora, qui constitue l'élite exilée, montre l'exemple par sa confiance dans le changement. L'implication et le retour des érudits, ces modèles de succès, ne peuvent que modifier les perceptions que la situation actuelle de ce pays demeure immuable ? Et comme pour la révolution tranquille du Québec comme en France, démocratiser l'éducation et prôner l'accessibilité de la formation supérieure à tout un chacun est une étape fondamentale. N'est-il pas important de faire jouer le rôle déterminant du secteur agricole et celui du secteur tertiaire qui représentent les piliers fondamentaux dans le cadre du développement économique local du pays ?

Il faudrait entreprendre la reforestation des sols et favoriser l'autosuffisance alimentaire en prenant soin au préalable de former des agronomes et de mieux éduquer les paysans tout en leur fournissant une machinerie agricole adéquate. Et sans aucun doute, il faudrait aussi que l'Etat joue son rôle dans la structuration de l'agriculture comme facteur déterminant du développement économique et le secteur tertiaire et d'autres interventions possibles d'ordre socio-économique et politique pour accompagner l'aménagement du territoire et le développement économique local en Haïti.

Dans la première partie de notre travail sur l'accompagnement de l'aménagement et le développement économique local en Haïti, nous essayons de contextualiser la contribution de l'agriculture tout en expliquant les faiblesses, le dysfonctionnement, les potentialités de l'agriculture, le cadre d'analyse de la situation agricole d'Haïti, le gonflement du secteur tertiaire et l'accompagnement du développement agricole par une politique ciblée du développement économique local ; l'évaluation de ses principaux besoins non de manière isolée mais en intégrant des éléments caractéristiques actuels de l'environnement socio-économique. Nous exposons aussi quelques faits d'actualité sur les indicateurs de développement d'Haïti. Ensuite, nous présentons comment accompagner cet aménagement et ce développement économique local en Haïti.

Problématique

Malgré l'élaboration et la mise en place des plans et des stratégies pour le développement d'Haïti, les conditions de vie socio-économiques de la population sont encore très défavorables. Cette situation de crise persiste depuis plusieurs décennies.

Dans un cadre général, les politiques et programmes agricoles dans le passé n'ont-ils pas pu fournir les bases pour une augmentation de la compétitivité des filières agricoles et les divers projets identifiés et exécutés n'ont pas toujours donné les résultats attendus dans le cadre du développement local.

La république d'Haïti avec une superficie de 27750 km² et une population d'environ 9,8 de personnes (2011) qui se retrouve à 60 % en milieu rural. Avec un PIB per capita estimé à 649 USD en dollars courants et 1200 en valeur de PPA avec un IDH de 0,532 % en 2007 selon PNUD, est le pays le plus pauvre de la Région Amériques-Caraïbes. Au cours de ces dernières décennies, les conditions économiques du pays se sont détériorées, particulièrement destructives.

En fait, des problèmes de toutes sortes rongent le pays : entre autres, l'insécurité alimentaire et le